

Session 4: Gestion des ressources naturelles face aux changements climatiques en Afrique

Opportunités d'une Economie et d'une Croissance Verte; Enjeux pour l'Afrique”

Par S. Diopⁱ

Resume:

Si l'on se base sur le 4eme rapport du GIEC, il faudrait compter d'ici la fin du siècle avec les changements suivants:

- Une augmentation de la température de 2-5.5 degrés Celsius ;
- Une diminution des précipitations pouvant aller jusqu'à 20% et une élévation du niveau de la mer qui pourrait éliminer des superficies agricoles et déplacer des millions de personnes ;
- Des changements et variabilités climatiques qui effectueront négativement la productivité agricole pluviale dans beaucoup de parties de la région Afrique dans sa globalité avec des variances plus ou moins marquées suivant les endroits et les localités ;
- Divers autres changements et modifications liés à de grandes variabilités de notre Climat ; extrême aridité dans certains cas, inondations dans d'autres.

Les coûts externes de la pollution atmosphérique due aux gaz divers « carbone noir et autres Co émissions dont le méthane et autres...) seront de diverse nature :

- Dommages dus à la pollution atmosphérique équivalents à 1-5% du PIB global.
- Effets sur la santé des personnes, y inclus les mortalités prématurées, les maladies chroniques (par exemple les bronchites, l'asthme, les allergies sans compter les vecteurs de toutes sortes de maladie comme dans le cas d'inondation, y inclus les maladies psychosomatiques liées aux stress et aux anxiétés de nature diverse), notamment dans les zones urbaines en forte progression dans la plupart des pays, avec une démographie qui somme toute demeure un problème, en ce sens qu'elle demande à être maîtrisée sinon à être stabilisée, eu égard aux ressources naturelles existantes.
- Effets négatifs sur la provision des services commerciaux de récréation avec des conséquences graves pour l'industrie du tourisme essentielle pour nombre de pays en Afrique, etc....

Face au défi des changements climatiques qui sont devenus aujourd'hui des réalités ; que faire en dehors des stratégies d'adaptation et d'atténuation qui n'ont pas encore réellement porté leurs fruits ? Le PUNE préconise l'adoption de ***l'Economie Verte, non pas comme une panacée***, mais plutôt comme une opportunité avec une économie qui entraînerait ***une amélioration du bien-être humain et de l'équité sociale***, tout en ***réduisant*** de manière significative ***les risques environnementaux et la pénurie de ressources***. ***Au niveau opérationnel, une Economie Verte est une économie dont les revenus et les emplois sont générés par des investissements qui réduisent les émissions de CO2 et la pollution tout en améliorant le rendement/l'efficacité des ressources, et en empêchant la perte de la biodiversité et des services éco systémiques.***

À partir d'un objectif annuel de réaffectation des investissements « bruns » aux investissements « verts » de 1,3 billions de dollars (soit 2 % du PIB total), les modèles macroéconomiques suggèrent qu'investir dans une économie verte renforce la performance économique à long terme tout en augmentant les stocks de ressources renouvelables, en réduisant les risques environnementaux et en redonnant les moyens d'assurer une prospérité future. Les estimations prennent également en compte les évaluations faites par La Banque Internationale/HSBC pour un développement à faible taux de carbone, avec un coût estimé à 10 billion (trillions on Dollar) entre 2010 et 2020.

Il apparaît alors qu'un « verdissement » de l'économie mondiale demanderait un investissement additionnel entre 1.5 et 2.5 du PIB mondial. A noter que de façon générale, même dans les pays de l'OCDE, les pays qui dépensent le plus pour l'environnement sont aux alentours de 2% du PIB national. La Corée du Sud consacre 2% de son PIB dans son plan quinquennal de croissance verte (2009-2013).

Cette croissance proviendrait alors du développement de nouveaux secteurs et sous-secteurs de l'économie (Exemples: les énergies nouvelles, les constructions durables, les transports publics...); mais également par la préservation de ressources qui sous-tendent l'activité économique dans beaucoup de secteurs (Exemples : le maintien des ressources halieutiques, forestières, la biodiversité etc. qui autrement seraient perdues dans un scénario de croissance brune).

- Les secteurs verts les plus créateurs d'emploi à court terme sont le **bâtiment, le transport, la forêt et l'agriculture**.
- L'efficacité énergétique et l'énergie renouvelable fournissent emploi et énergie concurrentielle. A présent, une forte intensité énergétique et matérielle caractérise l'économie de beaucoup de pays Africains. Ceci engendre des coûts additionnels et indus, dus à la production, mais également affecte la compétitivité internationale. Si l'on sait qu'en 2008 et pour la première fois, les investissements dans les énergies renouvelables ont été plus importants que ceux dans le sous-secteur des énergies fossiles.
- 2010 a été un autre tournant important dans la distribution géographique des flux d'investissement dans les énergies nouvelles, avec une part importante d'investissement dans les pays en développement. Exemples du Maroc, de la Tunisie, du Kenya, etc....
- Dans le même temps, ce nouveau tournant génère d'importantes potentialités quant à l'augmentation de l'efficacité dans l'activité économique.
- Non sans compter : la disparition d'emplois probable dans une économie "brune", l'impact des changements climatiques, la raréfaction des ressources, etc....

Quelques exemples de réussites en Afrique de l'Ouest :

- Des données du Sénégal et du Mali révèlent chez les agriculteurs, un à deux ans après leur formation, une réduction de 90 pour cent dans l'utilisation de pesticides chimiques.
- La valeur nette des récoltes de 80 horticulteurs au Sénégal a augmenté de 61% en deux ans, alors qu'une réduction de 92 pour cent par l'utilisation de pesticides conventionnels a abouti à de fortes économies de coûts ainsi qu'à l'augmentation des revenus.
- Au Mali, une enquête menée dans 65 villages de cultivateurs de coton a montré une hausse de 400 pour cent avec l'utilisation de matières organiques comme le compost et le fumier, des substances qui peuvent inverser le déclin de la fertilité des sols.

Bien entendu, des mesures velléitaires doivent être prises par les gouvernements afin d'accompagner l'adoption de toute politique tournée vers l'économie et/ou la croissance verte:

- La mise en place de cadres **réglementaires**
- Une politique **d'achats publics** durables
- Une priorité accordée aux **dépenses publiques** dans les secteurs verts
- **Une Réduction** des subventions qui nuisent à l'environnement
- **Une Fiscalité et des permis négociables** pour promouvoir les investissements et l'innovation
- **Des programmes solides d'éducation et de formation** en relation avec la création des emplois verts, les indicateurs pour l'économie verte et la gestion durable des ressources naturelles.
- Il va s'en dire que l'instauration d'un Etat de Droit au niveau national et la bonne gouvernance constitue entre autres, certains des préalables essentiels à toutes politiques cohérentes pour une gestion durable de nos ressources naturelles.

ⁱ *Professeur des Universités; Membre de l'Académie Nationale des Sciences et Techniques du Sénégal; Membre de l'Académie Africaine des Sciences et de l'Académie des Sciences pour les Pays en Développement /TWAS . B.P: 5346 – Dakar-Fann, Sénégal.
E-mail: sal-fatd@orange.sn - Personal website: <http://www.esalifdiop.org>*